



## CHAPITRE 108

Loi concernant Le Club de golf et de curling de Joliette

[Sanctionnée le 31 juillet 1964]

Préambule.

**A**TTENDU que le Club de golf de Joliette Inc. a, par sa pétition, représenté:

Qu'il a été constitué en corporation sous le régime de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes délivrées le 15 août 1951 et qu'il a obtenu des lettres patentes supplémentaires par la suite;

Qu'il serait avantageux pour lui qu'il soit régi par une loi spéciale et par la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec;

Que, pour la bonne administration de ses affaires et pour la poursuite de ses buts, il est nécessaire que des pouvoirs spéciaux lui soient octroyés;

Attendu que le pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il y a lieu d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Corporation.  
Nom.

**1.** La corporation le Club de golf de Joliette Inc., est continuée en existence sous le nom de "Le Club de golf et de curling de Joliette" et est réputée être une corporation constituée par une loi de la Législature; les lettres patentes la constituant en corporation, datées du 15 août 1951 et les lettres patentes supplémentaires

## CHAPTER 108

An Act respecting Le Club de golf et de curling de Joliette

[Assented to 31st July 1964]

Preamble.

**W**HEREAS Le Club de golf de Joliette Inc., has, by its petition, represented:

That it was incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued on the 15th of August 1951, and was later granted supplementary letters patent;

That it would be advantageous for it to be governed by a special act and by Part II of the Quebec Companies Act;

That, for the good administration of its affairs and the pursuit of its objects, it is necessary that it be granted special powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Corporation.  
Name.

**1.** The corporation Le Club de golf de Joliette Inc. is continued in existence under the name of "Le Club de golf et de curling de Joliette" and deemed a corporation constituted by an act of the Legislature; its letters patent of incorporation dated August 15th 1951, and its supplementary letters patent granted later

res qu'elle a obtenues par la suite, sont annulées.

Disposi-  
tions  
applica-  
bles.

**2.** Cette corporation est régie par la présente loi et par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec qui ne sont pas incompatibles avec la présente; elle ne poursuit aucun but lucratif et ne peut déclarer ni payer aucun dividende.

Siège  
social.

**3.** La corporation a son siège social dans le district judiciaire de Joliette, en la paroisse Saint-Charles Boromée.

Fins.

**4.** La corporation a pour fins:

a) d'établir et de maintenir des champs de golf, des glaces de curling, des courts de tennis ou d'autres terrains de jeux que son conseil d'administration jugera utiles;  
b) de fournir à ses membres et à leurs invités un milieu propice à leurs activités sociales.

Pouvoirs.

**5.** La corporation possède tous les pouvoirs requis pour atteindre ses fins, y compris, mais non limitativement:

a) le pouvoir d'organiser des compétitions sportives;  
b) le pouvoir d'exploiter tous permis qui pourraient être octroyés par la Régie des alcools du Québec.

Biens im-  
mobiliers.

**6.** Les biens immobiliers dont la corporation a droit d'être propriétaire ne doivent pas excéder en valeur un million cinq cent mille dollars.

Adminis-  
trateurs.

**7.** La corporation est administrée par un conseil composé de neuf administrateurs.

Capital  
autorisé.

**8.** Le capital autorisé de la corporation est constitué de 1000 actions ordinaires sans valeur nominale et de 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$500. chacune et numérotées de 1 à 300.

Déten-  
teurs  
d'une an-  
cienne  
action.

**9.** Toute personne qui ne détient qu'une action ordinaire ou privilégiée du capital-actions de la corporation lors de l'entrée en vigueur de la présente loi doit exercer l'option suivante:

**2.** Such corporation shall be governed by this act and by such provisions of Part II of the Quebec Companies Act as are not inconsistent with this act; it shall seek no pecuniary advantage and cannot declare or pay any dividend.

Provisions  
to apply.

**3.** The corporation shall have its corporate seat in the judicial district of Joliette, in the Parish of Saint-Charles Boromée.

Corporate  
seat.

**4.** The objects of the corporation shall be:

Objects.

a. to establish and maintain golf courses, curling rinks, tennis courts or premises for such other games as its board of directors may deem useful;  
b. to provide its members and their guests with an environment adapted to their social relations.

**5.** The corporation shall have all the powers required to achieve its objects including, but not restrictively:

Powers.

a. the power to organize sporting competitions;  
b. the power to use all permits which may be granted by the Quebec Liquor Board.

**6.** The value of the immoveable property that the corporation may own shall not exceed one million five hundred thousand dollars.

Immove-  
able  
property.

**7.** The corporation shall be managed by a board of nine directors.

Directors.

**8.** The authorized capital of the corporation shall consist of 1,000 common shares without par value and 300 preferred shares of a par value of \$500. each and numbered from 1 to 300.

Author-  
ized  
capital

**9.** Every person who holds only one common or preferred share of the capital stock of the corporation at the coming into force of this act must exercise the following option:

Holders  
of one old  
share.

a) ou recevoir une action ordinaire entièrement libérée du nouveau capital autorisé et un droit qui lui permet de désigner dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi un tiers, agréé par le conseil d'administration, à qui la corporation doit délivrer gratuitement une telle action ordinaire, et qui doit alors assumer les obligations que la présente loi impose aux actionnaires;

b) ou recevoir une action privilégiée du nouveau capital autorisé.

Détenteurs de plus d'une action.

Toute personne, autre qu'une corporation, qui détient plus d'une action ordinaire ou privilégiée du capital-actions de la corporation lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, doit exercer l'option ci-dessus mentionnée pour une de ses actions et reçoit, pour chacune de ses autres actions, une action privilégiée du nouveau capital autorisé.

Idem.

Toute corporation qui détient plus d'une action ordinaire ou privilégiée du capital-actions de la corporation lors de l'entrée en vigueur de la présente loi doit exercer l'option ci-dessus mentionnée pour au moins une et au plus dix de ses actions et reçoit, pour chacune de ses autres actions, une action privilégiée du nouveau capital autorisé.

Présomption.

Si un actionnaire n'exerce pas l'option ci-dessus mentionnée dans les 90 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, il est censé avoir exercé l'option de recevoir une action privilégiée du nouveau capital autorisé pour chacune de ses actions.

Nouvelles actions privilégiées.

**10.** Les dispositions suivantes s'appliquent aux actions privilégiées du nouveau capital autorisé de la corporation:

a) aucun dividende n'est payé sur de telles actions;

b) ces actions ne confèrent pas le droit de siéger au conseil d'administration;

c) les détenteurs de ces actions n'ont droit à aucune priorité au cas de liquidation;

d) ces actions confèrent droit de vote à leur détenteur mais le détenteur ne peut exercer qu'un seul vote quel que soit le nombre d'actions communes ou privilégiées qu'il détient;

e) les détenteurs de ces actions ont droit d'être membres sociaux du club

a. either to receive one fully paid common share of the new authorized capital and the right which allows him to designate, within the five years after the coming into force of this act, a third party agreed to by the board of directors, to whom the corporation shall issue free of charge one such common share and who must then assume the obligations imposed by this act on the shareholders;

b. or to receive one preferred share of the new authorized capital.

Every person, other than a corporation, who holds more than one common or preferred share of the capital stock of the corporation at the coming into force of this act, must exercise the option above mentioned for one of his shares and shall receive, for each of his other shares, one preferred share of the new authorized capital.

Holders, of more than one share.

Every corporation which holds more than one common or preferred share of the capital stock of the corporation at the coming into force of this act must exercise the above mentioned option for no less than one and no more than ten of its shares and shall receive, for each of its other shares, one preferred share of the new authorized capital.

Idem.

If a shareholder does not exercise the option above mentioned within 90 days after the coming into force of the present act, he shall be deemed to have exercised the option to receive one preferred share of the new authorized capital for each of his shares.

Presumption.

**10.** The following provisions shall apply to the preferred shares of the new authorized capital of the corporation:

New preferred shares.

a. no dividend shall be paid on such shares;

b. such shares shall not confer the right to sit on the board of directors;

c. the holders of such shares shall not be entitled to any priority in the case of a winding-up;

d. such shares shall confer on the holder the right to vote but the holder may only cast one vote whatever the number of common and preferred shares that he holds;

e. the holders of such shares shall be entitled to be social members of the club

moyennant une cotisation annuelle de \$25.00;

f) ces actions sont rachetables au gré du conseil à leur valeur nominale, sous réserve des dispositions suivantes:

i. à la fin de l'exercice financier au cours duquel le nombre des détenteurs d'actions ordinaires aura dépassé 400, la corporation doit racheter un nombre d'actions privilégiées égal à l'excédent;

ii. à la fin de chaque exercice financier subséquent, la corporation doit racheter un nombre d'actions privilégiées égal au nombre de détenteurs d'actions ordinaires qui excède 400.

Tirage au sort.

Un tirage au sort détermine les actions privilégiées qui sont rachetées et sur remise du certificat, la corporation paie la somme de \$500. au détenteur.

Membre social à vie.

Le détenteur d'une action privilégiée du nouveau capital autorisé a droit, en cédant son action à la corporation pour annulation, de devenir membre social à vie, exempt de toute cotisation annuelle.

Membre actif.

**11.** Tout membre actif doit détenir une action du capital-actions mais jamais plus qu'une et seul un membre actif peut détenir une telle action.

Corporation.

Une corporation peut cependant détenir jusqu'à dix actions ordinaires, mais pour chacune de ces actions elle doit désigner un de ses administrateurs, officiers, actionnaires ou employés pour agir en qualité de détenteur de l'action; tout détenteur ainsi désigné est éligible au conseil d'administration et tenu solidairement, avec la corporation qui l'a désigné, au paiement des cotisations annuelles ou spéciales imposées en vertu des articles 13 ou 14.

Catégories de membres.

**12.** La corporation peut par règlement établir diverses catégories de membres et arrêter les conditions de leur admission et de leur expulsion.

Cotisations annuelles.

**13.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'imposer des cotisations annuelles à ses membres à un montant qui peut varier selon la catégorie à laquelle un membre appartient, mais cette cotisation ne peut excéder \$200.

in consideration of an annual assessment of \$25.00;

f. such shares shall be redeemable at par, at the option of the board, subject to the following provisions:

i. at the end of the fiscal year during which the number of holders of common shares exceeds 400, the corporation must redeem a number of preferred shares equal to such excess;

ii. at the end of each subsequent fiscal year, the corporation shall redeem a number of preferred shares equal to the number of the holders of common shares in excess of 400.

The preferred shares to be redeemed shall be determined by lot, and the corporation shall pay the sum of \$500. to the holder on surrender of each certificate.

Determination by lot.

The holder of a preferred share of the new authorized capital shall have the right, on transferring his share to the corporation for cancellation, to become a life social member, exempt from the annual assessment.

Life social member.

**11.** Every active member must hold one share of the capital stock but never more than one and only an active member may hold such a share.

Active member.

A corporation, however, may hold as many as ten common shares, but for each of such shares it must designate one of its directors, officers, shareholders or employees to act as the holder of the share; every holder so designated shall be eligible to the board of directors and shall be bound severally, with the corporation which appointed him, to pay the annual or special assessments imposed under section 13 or 14.

Corporation.

**12.** The corporation may establish, by by-law, various classes of members and determine the conditions for their admission and expulsion.

Classes of members.

**13.** The board of directors shall have the power to impose annual assessments on its members in an amount which may vary according to the class to which a member belongs, but such assessment shall not exceed \$200.

Annual assessments.



Cotisations  
spéciales.

**14.** Le conseil d'administration peut également imposer des cotisations spéciales à ses actionnaires, mais seulement si ces cotisations sont approuvées à une assemblée générale des actionnaires et si elles sont imposées en vue d'ériger de nouvelles constructions ou d'apporter des additions aux actifs existants.

Restriction.

**15.** Nul actionnaire ne peut être cotisé pour un montant supérieur à la valeur comptable de son action.

Paiement  
de la coti-  
sation.

**16.** Un membre doit payer sa cotisation et les autres sommes d'argent qu'il doit à la corporation dans les 60 jours qui suivent l'imposition de cette cotisation ou l'expédition d'un état de compte, selon le cas; lorsqu'un membre n'exécute pas cette obligation, le conseil d'administration peut, par résolution, décréter l'expulsion de ce membre et s'il est actionnaire, vendre son action ordinaire; à même le produit de cette vente, la corporation se rembourse des dettes du membre en défaut et lui remet ensuite le résidu s'il en est.

Cession de  
l'action en  
cas de dé-  
mission,  
etc.

**17.** Lorsqu'un actionnaire démissionne ou est expulsé comme membre pour une cause autre que celle visée à l'article 16, il peut vendre ou transporter son action dans les vingt-quatre mois qui suivent sa démission ou son expulsion, sous réserve des dispositions de l'article 20; au cas de décès d'un actionnaire, ses héritiers peuvent, dans les vingt-quatre mois qui suivent, vendre ou transporter l'action de cet actionnaire, sous réserve des dispositions de l'article 20; de même, tout actionnaire qui a sa résidence à moins de cinquante milles en ligne droite du chalet du club au moment de la sanction de la présente loi et qui l'abandonne, peut vendre ou transporter son action dans les vingt-quatre mois qui suivent, sous réserve des dispositions de l'article 20.

Idem.

A l'expiration de ces vingt-quatre mois, si la vente ou le transport d'action n'a pas eu lieu, le conseil d'administration peut, s'il le juge à propos, annuler le certificat d'action du membre démissionnaire, expulsé, décédé ou ne résidant plus à moins de 50 milles du chalet du club, rappeler cette action, la remplacer dans le trésor de

Special  
assess-  
ments.

**14.** The board of directors may also impose special assessments on its shareholders, but only if such assessments are approved at a general meeting of the shareholders and are imposed for the purpose of erecting new structures or making additions to existing assets.

Restriction.

**15.** No shareholder may be assessed for an amount in excess of the book value of his share.

Payment  
of assess-  
ment.

**16.** A member shall pay his assessment and the other sums of money that he owes to the corporation within 60 days after such assessment is imposed or a statement of account is sent, as the case may be; whenever a member does not carry out such obligation, the board of directors may order, by resolution, the expulsion of such member and, if he is a shareholder, sell his common share; out of the proceeds of such sale, the corporation shall repay itself for the debts of the member in default and then pay him the balance if any.

Disposal  
of share  
on resig-  
nation,  
etc.

**17.** When a shareholder resigns or is expelled from membership for a reason other than that provided for in section 16, he may sell or transfer his share within the ensuing twenty-four months, subject to the provisions of section 20; in the case of the death of a shareholder, his heirs may, within the ensuing twenty-four months, sell or transfer the share of such shareholder, subject to the provisions of section 20; moreover, any shareholder who has his residence within fifty miles in a straight line from the club-house at the time of the coming into force of this act, and who quits such residence, may sell or transfer his share within the ensuing twenty-four months, subject to the provisions of section 20.

Idem.

At the expiration of such twenty-four months, if the share has not been sold or transferred, the board of directors, if it sees fit, may cancel the share-certificate of the member resigning, expelled, deceased, or no longer residing within 50 miles from the club-house, recall the share and replace it in the treasury of the

la corporation et en payer à son détenteur ou à ses héritiers, selon le cas, la valeur comptable; le conseil d'administration peut ensuite, s'il le juge à propos, émettre de nouveau une telle action. Cependant, lorsque le nombre des détenteurs d'actions ordinaires dépasse 400, le conseil d'administration doit annuler le certificat, rappeler cette action, la replacer dans le trésor de la corporation et en payer à son détenteur ou à ses héritiers, selon le cas, la valeur comptable.

Obligation suspendue.

Durant le délai de vingt-quatre mois mentionné ci-dessus, l'obligation de payer la cotisation annuelle ou une cotisation spéciale est suspendue jusqu'à ce que l'action soit transportée à un tiers.

Droit de vote suspendu.

**18.** Aucun actionnaire en défaut de payer des arriérés quelconques n'a droit de vote aux assemblées de la corporation.

Vote par procuration prohibé.

**19.** Le droit de vote aux assemblées des actionnaires ne peut être exercé par procureur.

Transfert d'action.

**20.** Tout transfert d'action doit être fait à une personne agréée par le conseil d'administration et n'a lieu qu'après paiement de tous montants dus à la corporation par le cédant.

Entrée en vigueur.

**21.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

corporation, and pay to the holder thereof or his heirs, as the case may be, the book value thereof; the board of directors may later, if it sees fit, reissue such share. However, if the number of holders of common shares exceeds 400, the board of directors must cancel the certificate, recall such share, replace it in the treasury of the corporation and pay to the holder thereof or his heirs the book value thereof.

Within the above mentioned delay of twenty-four months, the obligation to pay the annual assessment or a special assessment shall be deferred until the share is transferred to a third party.

Obligation deferred.

**18.** No shareholder in default to pay any arrears shall be entitled to vote at meetings of the corporation.

Right to vote suspended.

**19.** The right to vote at meetings of shareholders shall not be exercised by proxy.

Voting by proxy prohibited.

**20.** Every transfer of stock must be made to a person approved by the board of directors and such transfer shall not take place until after payment of all arrears owing to the corporation by the transferor.

Transfer of stock.

**21.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.